Capitalisme pyramidal

Michel Husson, *Regards*, février 2009

2009 pourrait bien devenir l'année Bernard Madoff à condition qu'elle soit mise à profit pour bien saisir toutes les merveilles du capitalisme. Même si cette affaire pulvérise tous les records de l'histoire financière, elle représente en effet la quintessence du capitalisme qui n'est lui-même qu'une gigantesque pyramide.

Les règles du jeu sont bien connues : la part des salaires baisse, celle de l'investissement stagne et les profits financiers remportent la mise. Devant un tel schéma de reproduction, un marxiste averti détecte immédiatement un problème de réalisation : qui va acheter ce que produisent les salariés ? Une première réponse résidait dans une formidable montée des inégalités, permettant à la consommation supplétive des riches de compenser celle, défaillante, de l'immense majorité de la population. Mais cela ne pouvait suffire car les riches ont tendance à remettre au pot une bonne partie de leurs revenus financiers au lieu de les consommer.

L'endettement croissant des ménages donne une solution complémentaire. C'est alors l'ensemble du capitalisme qui fonctionne comme une pyramide. Chez Madoff, les dépôts des pigeons les plus récents permettaient de verser aux plus anciens les revenus promis. Dans le capitalisme pris dans son ensemble, les nouveaux crédits servaient à financer la consommation courante et à rembourser les emprunts antérieurs. La logique était fondamentalement la même, et l'un et l'autre de ces mécanismes étaient destinés à l'effondrement.

Le cynisme d'un Madoff n'a d'ailleurs pas grand-chose à envier à celui des banquiers de HCL Finance, inventeurs des « prêts Ninja » (*No Income, No Job, no Assets* : sans revenu, sans emploi, sans avoirs). Mais le cynisme (ou l'incompétence) sont des vertus largement partagées. Depuis plusieurs années, la campagne publicitaire en faveur des fonds de pension illustre assez bien l'habillage « théorique » dont peut bénéficier ce type d'escroquerie. Ainsi, en 1998, un rapport du Conseil d'analyse économique expliquait qu'un franc « immobilisé pendant trente ans devient 1,8 franc ou 4,3 francs selon qu'il est placé à 2 % (rendement du régime par répartition) ou 5 % (ordre de grandeur raisonnable pour le rendement sur longue période d'un portefeuille diversifié) » (1).

La carrière de l'auteur de ce rapport est intéressante : après plusieurs postes au ministère des Finances, Olivier Davanne pantoufle chez Goldman Sachs (entre 1993 et 1997) avant de rejoindre les cabinets de gauche de Sapin, puis d'Aubry. En 1998, Jospin lui demande un autre rapport sur « les causes de l'instabilité sur les marchés financiers ». On y retrouve les voeux pieux habituels : des « réformes profondes en matière de surveillance des secteurs bancaires » et, déjà, un nouveau « Bretton Woods ». On pourrait le recopier aujourd'hui avec le même résultat.

En 2000, Davanne fonde DPA Invest, société de gestion de portefeuille qui dispense de clairvoyantes analyses. Une note de février 2008, par exemple, prévoyait pour les Etats-Unis « une stabilisation du secteur de la construction résidentielle (...) avec des mises en chantier légèrement inférieures à 1 million d'unités en 2008 » (2) alors qu'elles n'ont été que de 625 000 en novembre dernier, « le niveau le plus bas atteint depuis janvier 1959 » (3). Notons enfin qu'Olivier Davanne est également membre du Conseil d'orientation scientifique de Terra nova, un « think tank » social-libéral (4).

Cette biographie individuelle permet de mieux comprendre à quel point le social-libéralisme est englué, intellectuellement et matériellement, dans l'accompagnement de la finance capitaliste, qui exerce une véritable fascination. On pourrait citer l'hymne aux *stock options* de Strauss-Kahn ou la mise en place de l'épargne salariale par Fabius. Dans un registre plus théorique, la crise emporte également les « alternatives » illusoires suggérant aux salariés d'accepter des rémunérations financières plutôt que du salaire, en échange d'un pouvoir actionnarial accru qui leur permettrait d'imposer une nouvelle « gouvernance » à leurs employeurs. Cette position, défendue par Michel Aglietta (5) ou Robin Blackburn, était le dernier rempart du capitalisme. Il est aujourd'hui tout nu.

(1) Retraites et épargne, 1998, http://reparti.free.fr/davanne.pdf
(2) http://tinyurl.com/dpaimmo
(3) http://tinyurl.com/7deps9
(4) Terra Nova http://tinyurl.com/odterra
(5) Michel Aglietta, *Le capitalisme de demain*, Note de la Fondation Saint-Simon, 1998.